« Chaque jour plus de 200 personnes perdent leur travail en Suisse. »

(Christian Levrat, président du PSS)

IL Y A URGENCE !

**POUR SAUVER LES TRAVAILLEURS, PAS LES SPÉCULATEURS
NE FAUT-IL PAS TOUT DE SUITE :**

**que l'USS et le PSS appellent à une manifestation centrale à
BERNE pour le dépôt d'une loi pour**

L'INTERDICTION DES LICENCIEMENTS

**garantissant le maintien de tous les postes de travail
dans le secteur public et privé ?**

Le constat est dramatique, à l'instar de l'ensemble de l'économie mondiale, l'économie suisse s'enfonce de plus en plus dans la crise. Depuis l'été 2008, la débâcle financière s'est aggravée et s'est étendue à tous les secteurs de l'économie. La récession mondiale s'est transformée en dépression globalisée. Le château de cartes financier s'est écroulé. Crise financière, crise de la production, crise sociale...crise de l'ensemble du système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production. La crise de décomposition du régime produit la destruction des emplois par centaines de milliers. Le saccage des services publics, des assurances sociales, une paupérisation généralisée, ...ainsi qu'une remise en cause brutale de la souveraineté des nations seraient le tribut que les peuples auraient à payer pour le sauvetage des spéculateurs et de leurs agences, les banques.

En plus de la suppression annoncée de 8'700 emplois supplémentaire, L'UBS en avait déjà supprimé 10'300. En Suisse, un poste sur dix doit être liquidé, soit une saignée de 2'500 emplois, dont 1200 à 1500 par licenciements secs ! Cela représente une « réduction des coûts » de 4 milliards, c'est-à-dire le montant exact des bonus distribués aux actionnaires en 2008 ! Pendant ce temps, le secteur gestion de fortune Amériques enregistre un afflux de 16 milliards de francs... !

Les licenciements s'abattent aussi sur l'industrie d'exportation (machines, horlogerie...). Le chômage partiel et technique s'étend et se banalise, il devient une pratique courante. Les entreprises embauchent de moins en moins de jeunes. Selon le SECO plus de 10'000 jeunes censés entrer sur le marché du travail en 2009 seront confrontés à une absence de perspective professionnelle ! L'USS, quant à elle, prévoit que

60'000 jeunes pourraient se trouver sans emploi l'an prochain.

**Unissons-nous pour exprimer l'exigence de
l'interdiction des licenciements et d'un travail
pour tous !**

Les droits des travailleurs, la démocratie, la souveraineté de la Suisse sont menacés par les pressions américaines, par celles de l'Union Européenne et par le Conseil fédéral lui-même, qui cède à ces pressions. Pour défendre les spéculateurs, les capitalistes, le Conseil fédéral a démontré qu'il était disposé à démanteler la législation sur les marchés publics et par conséquent les Conventions collectives et les conditions de travail en vigueur sur le lieu de travail, au profit des conditions de travail du pays d'origine des travailleurs (alignement sur l'arrêt Rüffert et sur la directive sur les travailleurs détachés). De la même façon, le Conseil fédéral n'hésite pas à bafouer sa propre législation pour sauver l'UBS mais pas les emplois.

Des milliards ont été dépensés pour défendre les capitalistes et le système de la spéculation, mais pour le Conseil fédéral cela ne suffit pas, il a décidé de voler les rentiers en baissant le taux de conversion du IIe pilier. Les syndicats, soutenus par le PS ont fait aboutir le référendum contre ce « *vol des cotisations des travailleurs* » avec plus de 200'000 signatures.

Le Conseil fédéral et le Parlement ont su dégager plus de 68 milliards de francs pour renflouer les banquiers et les spéculateurs. Et ce serait aux travailleurs de payer ? Les 68 milliards doivent être restitués, ils doivent servir

à garantir les emplois, les salaires et les prestations sociales !

Ce qu'il faut, c'est un plan de sauvegarde de la population laborieuse et de la jeunesse !

Ce plan doit intégrer une loi interdisant les licenciements et la destruction de places de travail, et ceci, autant dans le service public, que dans les entreprises privées. Sont, notamment interdites de licencier, toutes les entreprises qui, soutenues par l'Etat, bénéficient ou ont bénéficié d'avantages ou d'exonérations fiscales !

Organisons-nous pour aider à imposer l'unité

Il y a urgence ! Il faut mettre un coup d'arrêt à la destruction des emplois et à l'appauvrissement généralisé de la population. Les 200'000 signatures sur le référendum pour la défense des rentes montrent que les travailleurs sont prêts à lutter. Si les dirigeants des principales organisations qui parlent en Suisse au nom des travailleurs et de la démocratie, le Parti Socialiste et l'Union Syndicale Suisse, appelaient ensemble le même jour, à manifester nationalement, pour dire au gouvernement " Stop, cela suffit !", "Halte aux licenciements!" Ils ouvriraient la voie qui conduirait le gouvernement à reculer.

La journée de protestation du 9 mars dernier à Berne qui a vu se rassembler quelque 600 délégués du syndicat UNIA de l'industrie montre aussi la voie de la mobilisation.

De même que la résolution adoptée par l'assemblée des délégués du SSP-VPOD, le 28 mars, demandant à l'USS et à ses fédérations d'organiser des manifestations décentralisées avant l'été puis l'organisation en septembre, à Berne, d'une manifestation nationale contre la crise économique et l'ouverture de la discussion sur un éventuel appel à une journée de grève nationale après cette manifestation. Ces initiatives vont dans le bon sens !

On peut avoir différents points de vue sur l'Union Européenne et le danger mortel, à notre sens, qu'elle et ses institutions représentent en termes de souveraineté des peuples et des acquis inscrits dans la démocratie sociale et politique de chaque pays. Cependant rien ne doit s'opposer à l'unité contre les plans meurtriers que subissent les travailleurs et la jeunesse, pour une loi interdisant les licenciements, la sauvegarde de tous les emplois, contre la politique du Conseil Fédéral qui cherche à démanteler les assurances sociales (AI ; AVS, assurance chômage...) à piller les rentes du IIe pilier et à poursuivre la politique d'intégration à l'UE en fermant plus de 500 offices postaux !

L' appel qui suit a été rédigé par un Comité d'organisation mandaté par la 7ème rencontre de militants ouvriers, syndicalistes, cadres et militants du PSS et militants de diverses organisations et tendances du mouvement ouvrier qui s'est tenue à Neuchâtel le 14 mars pour débattre, au lendemain du vote 8 février, sur les conséquences de l'application en Suisse de la politique de l'Union Européenne.

Nous, travailleuses et travailleurs, syndicalistes, membres et militants du PS, jeunes et étudiants, retraités, chômeurs, adressons cet appel solennel à l'Union syndicale Suisse (USS) et au Parti socialiste Suisse (PSS) pour qu'ensemble ils appellent à une mobilisation unie des travailleurs pour imposer une politique de sauvegarde de la population laborieuse et de la jeunesse, qui commence par l'interdiction des licenciements. Pour qu'ils s'engagent à présenter aux Chambres fédérales une loi pour l'interdiction des licenciements.

Nom, prénom	qualité-organisation	adresse postale + email	signature

Renvoyez les signatures à : UCPO / VAA case postale 1, 1211 Genève 28

Contact : info@ucpo.ch / www.uc